

ÉLECTIONS LEGISLATIVES - MARS 1973

Circonscription d'ALENÇON

LA MAJORITÉ EST USÉE

EST-IL POSSIBLE DE CONTINUER A LUI FAIRE CONFIANCE ?

Qu'elle soit sortante avec M. TERRENOIRE
Ou qu'elle soit postulante avec MM. d'ANDIGNE-CREN ou GOULET-GRAVELOT

est-il possible de faire confiance aux Réformateurs qui ne savent pas sur quelle chaise ils sont assis et ne peuvent que se rapprocher de la Majorité s'ils veulent jouer un rôle politique ?

LE PARTI SOCIALISTE DIT "NON"

Electeurs, Electrices, réfléchissons quelques instants ensemble. Après 15 ans de pouvoir le Bilan de la Majorité, expression politique des puissances d'argent et des grands intérêts financiers, est

un bilan de faillite pour les travailleurs salariés ou non salariés.

Notons entre autres choses :

- **La Constitution** plébiscitée en 1958 sur le nom de de Gaulle et ouvertement violée par ceux qui l'ont mise en place.
- **La République** confisquée par l'U.D.R. et ses alliés et dont le Président intervient sans vergogne, pour soutenir les candidats de son parti dans la campagne électorale.
- **Les scandales politico-financiers** qu'on ne sait plus dénombrer (Garantie foncière, Patrimoine foncier, Affaire Dega, Révélations d'Aranda, etc...).
- **Des propositions jugées inacceptables** il y a six mois et maintenant intégrées dans le « programme » fourre-tout de la Majorité (Retraite avant 65 ans, vote à 18 ans).
- **La fiscalité** « arrangeante » aux grosses fortunes (avoir fiscal) « rigoureuse » aux petits contribuables.
- **L'opération de démagogie électorale** dite de « la lutte contre la hausse des prix par la baisse de la T.V.A. ».
- **La justice-éclair** pour les petits contrevenants.
- **La justice compréhensive** pour les gros délinquants.
- **La planification économique** étatique qui sacrifie les équipements collectifs (hôpitaux, crèches, écoles, installations culturelles, sportives, autoroutes passées à l'entreprise privée).
- **La sécurité sociale** enlevée au travailleurs pour passer sous le Contrôle du patronat (ordonnances de 1967).
- **L'O.R.T.F.**, instrument de propagande aux mains du pouvoir et des puissances d'argent (publicité de marque à la T.V.).
- **Les Municipalités** de plus en plus lourdement grevées de charges qui devraient incomber à l'Etat et entravées par toutes sortes de règlements administratifs pour obtenir des subventions.
- **L'Education Nationale** incapable de faire face à l'afflux des jeunes ni de leur donner une vraie chance égale de départ dans la vie, ni, pour le plus grand nombre une réelle qualification professionnelle.
- **Les ouvriers et les employés** soumis à des conditions de travail de plus en plus insupportables, pour des salaires insuffisants et sans cesse menacés par le chômage et les licenciements abusifs.
- **Le droit syndical** souvent remis en cause dans de nombreuses entreprises.
- **Les petits agriculteurs** auxquels échappent tout contrôle sur leurs moyens d'existence et leurs revenus (approvisionnement, équipement débouchés, crédits, prix, achat, vente et location de terres).
- **Les petits commerçants et artisans** surchargés d'impôts et de tracasseries administratives, livrés sans défense aux hypermarchés, grandes surfaces et autres créations du grand commerce capitaliste.

...Excusez-nous de la longueur de cette liste, mais nous en passons encore et des meilleures..

NOTRE REGION ET NOTRE DEPARTEMENT, SES CAMPAGNES ET SES VILLES PORTENT UN TEMOIGNAGE PARTICULIEREMENT ACCABLANT de l'insuffisance et de l'incompétence de la Majorité et du système capitaliste qui le soutient.

Voyons quelques problèmes assez significatifs :

- **Le dépeuplement** ne cesse de s'aggraver dans l'Orne qui est passée de 407 000 habitants en 1791 à 288 000 habitants en 1970 dans une France qui, dans le même temps, doublait sa population (de 26 millions à 51 millions d'habitants).
- **L'exode rurale** touche particulièrement les jeunes de nos campagnes qui ne trouvent pas dans nos villes, insuffisamment industrialisées, les débouchés nécessaires et vont grossir, de ce fait, la population des grandes villes et de la Région Parisienne déjà surpeuplée.
- **Nos petits cultivateurs**, fermiers ou propriétaires, sont éliminés de la terre par une politique favorable aux cumuls malgré les S.A.F.E.R. et ceux qui restent ne sont même pas sûrs de pouvoir garder assez longtemps leur exploitation qui est leur outil de travail. La politique des prix agricoles favorise d'autre part les gros producteurs.
- **Les rivières et les points d'eau** sont sans protection réelle contre les effets de la pollution (Sarthe).
- **Le Parc Régional « Normandie-Maine »**, intéressant dans son principe, est élaboré de telle façon qu'il impose aux cultivateurs des servitudes multiples sans rapporter de vrais bénéfices à la Communauté Ornaise.
- **Un « Mini Larzac » dans la région de Carrouges ?** L'armée n'est-elle pas en train de mettre discrètement la main sur une exploitation de La Lande-de-Goult qui pourrait constituer l'outil de travail d'un jeune agriculteur.
- **La politique du logement dans les Z.U.P. de nos villes** favorise la spéculation et néglige les logements sociaux : A Alençon, l'incohérence de la construction des quartiers neufs a fait que, pendant longtemps, F2 et F3 manquaient de façon dramatique pour les familles modestes, alors que de nombreux appartements trop chers à l'achat ou à la location restaient vides. Maintenant ce sont plusieurs centaines de demandes de logements de toutes sortes qui ne peuvent être satisfaites.
- **L'urbanisation** à base de rentabilité immédiate néglige délibérément dans les grands ensembles neufs les problèmes de cadre de vie, d'environnement (déviation R.N. 12 par Damigni) et ne laisse qu'une place extrêmement réduite aux espaces verts et aux aires de jeux pour les enfants dont certains habitants ont décidé eux-mêmes de prendre la défense.
- **Les équipements collectifs** sont sacrifiés : Alençon attend depuis des années son hôpital neuf et sa M.J.C. Les hôpitaux de La Ferté-Macé et de Domfront sont menacés de fermeture. Il n'y a aucune crèche dans la circonscription. Les foyers d'anciens trop peu nombreux sont construits et ani-

més au gré d'initiatives locales plus riches de bonne volonté que de moyens.

— **Les zones industrielles** sont sous-occupées donc ruineuses pour les collectivités locales qui ont consenti d'importants investissements pour les réaliser : exemple caractéristique de l'échec de la politique gouvernementale de décentralisation industrielle.

— **Les travailleurs** particulièrement exploités (nombreux salaires encore inférieurs à 1 000,00 F) sont sans cesse menacés par le chômage, les licenciements abusifs, la fermeture (Filtres Philippe au Mesle-sur-Sarthe, Topolino à La Ferté-Macé).

— **La formation technique** est insuffisamment assurée (C.E.T. surchargés et obligés de refuser de nombreux élèves. Le Lycée technique industriel d'Alençon ouvert en septembre 1972 sera sans doute incapable d'assurer une formation complète à ses élèves faute de l'ouverture en septembre 73 de classes de Première et Terminale E.

— **La privatisation des Services publics** est particulièrement illustrée à Alençon par le transfert de l'exploitation du Service des Eaux et de l'Assainissement à la Société Lyonnaise des Eaux.

Cela ne peut plus durer, cela ne doit plus durer

La solution, c'est vous qui la tenez

Le PARTI SOCIALISTE a signé avec les autres partis de gauche (parti communiste, radicaux de gauche)

un programme commun de gouvernement

qui vous offre un veritable espoir de renouveau, un projet précis et réaliste de changement de société.

MAIS
- EN INVITANT LES HOMMES, LES FEMMES, LES JEUNES A PARTICIPER DIRECTEMENT A CET EFFORT DE RENOVATION.
- EN LEUR RESTITUANT LE SENS DE LEURS RESPONSABILITES.
- EN ARRACHANT LA POLITIQUE AUX POLITICIENS.
- EN RENDANT AU TRAVAIL SA VALEUR HUMAINE ET EN FAISANT DES LOISIRS UN VERITABLE MOYEN DE LIBERATION.

Nous voulons changer la vie des hommes

— Nous voulons la ville pour les Hommes.

— Nous proposons la participation réelle de tous par :

les Associations Familiales
les Associations de Quartiers
les Syndicats
les Comités d'Entreprises
les Groupements Socio-Culturels

à l'aménagement de l'espace urbain
au choix des équipements collectifs.

Nous le pouvons par une politique nouvelle de la propriété des sols.
Plus de spéculation scandaleuse aux dépens des plus pauvres.

Nous voulons changer la vie des travailleurs

- Nous voulons la démocratie dans les Entreprises avec un nouveau droit au TRAVAIL avec l'abolition du pouvoir discrétionnaire de licenciement et le renforcement du droit syndical ainsi qu'une réelle décentralisation.
- Nous voulons la nationalisation véritable de l'ensemble du secteur bancaire et financier, ainsi que des établissements et entreprises qui, par leur puissance, jouent un rôle déterminant sur les orientations de l'économie française.
- Nous voulons la démocratie à la terre en améliorant les revenus des petits et moyens agriculteurs et en leur donnant la capacité de contrôler collectivement ce qui commande leurs conditions de vie et de travail (équipements, débouchés, crédits, prix et surtout achat et location des terres).

Nous voulons changer la vie des citoyens

- Nous voulons restaurer l'intégralité des libertés individuelles et collectives
- Nous avons droit à une information totale et objective.
- L'Administration doit être au service des Citoyens, spécialement l'Administration locale et régionale, au pouvoir renforcé, libérée des tutelles centralisatrices et financièrement autonome
- Nous voulons une école véritablement publique, unique et laïque, qui intègre tout le secteur privé ayant passé contrat avec l'Etat et qui assure à tous les jeunes, quelle que soit leur origine sociale, une éducation qui égalise au maximum les chances de tous d'entrer dans la vie dans les meilleures conditions par l'amélioration de la qualité de l'enseignement, de la formation des maîtres, l'institution d'une véritable éducation civique ainsi que professionnelle en fonction des capacités et des intérêts de l'enfant.

Prenons nos responsabilités avec le Parti Socialiste changeons la vie avec un homme neuf

Claude DEVINANT — *suppléant Michel MORISSON*

IMP. BIGOT 61201 ARGENTAN ☎ 381